

## IL A RENCONTRÉ LES JEUNES ACTIFS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

# Benflis plaide pour une «transition générationnelle apaisée»

**Plus de trois cents jeunes actifs sur les réseaux sociaux ont participé, hier, à une rencontre avec Ali Benflis. Le candidat s'est engagé à réaliser une transition générationnelle «graduelle et apaisée».**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -** Le chapiteau dressé dans la cour intérieure du QG de campagne de Ali Benflis s'est révélé, hier, trop exigu pour accueillir les trois cents jeunes chargés de faire la promotion du candidat sur les réseaux sociaux.

«Je suis très heureux de vous rencontrer et de voir ces visages juvéniles après avoir suivi pendant de longs mois votre activité sur la toile. Je tiens en premier lieu à vous remercier pour votre soutien et pour la confiance que vous m'accordez», a indiqué Ali Benflis à l'ouverture de cette rencontre à laquelle a participé Karim Younès, l'ancien président de l'Assemblée populaire nationale.

Dans le registre des engagements, Ali Benflis a plaidé pour une implication de la jeunesse dans la gestion du pays. «On dit que les jeunes Algériens et Algériennes ont perdu l'espoir en leur avenir. Votre engagement prouve que vous avez

décidé de peser sur votre avenir et que vous avez la ferme intention d'en être les acteurs. L'Algérie est un pays de jeunes et elle ne peut plus longtemps marginaliser ce formidable atout dont elle dispose. Pour cette raison notre programme électoral pose le principe d'une transition générationnelle qui vise à une implication des jeunes dans la gouvernance du pays d'une manière graduelle et apaisée.»

Tout en appelant à redoubler de vigilance pour contrer une éventuelle fraude électorale, le candidat a invité l'assistance à poursuivre leurs actions pour faire la promotion de son programme électoral.

«Vous savez comme moi que les jeunes Algériens ne votent pas beaucoup et ne sont souvent même pas inscrits sur les listes électorales. Je sais que vous avez accompli un travail de sensibilisation au moment de la révision des listes électorales et je vous deman-



Benflis plaide pour une implication des jeunes dans la gestion du pays.

de de poursuivre cet effort pour que les jeunes se rendent en masse aux urnes le 17 avril prochain en leur expliquant l'importance de leur geste pour leur avenir et pour l'avenir de l'Algérie. Dites-leur que nous

avons un programme ambitieux qui répond à leurs aspirations, qui sera mis en œuvre par des femmes et des hommes intègres et compétents dont beaucoup seront des jeunes car j'ai fait le pari de la jeu-

nesse et je suis convaincu que c'est un pari gagnant pour l'Algérie. J'ai déjà eu à dire que si le patriotisme en 1954 c'était le fait de chasser le colonialisme et en 1962 de jeter les fondements de l'Etat algérien, je peux vous dire que le patriotisme en 2014 c'est d'ouvrir la voie devant les jeunes pour qu'ils accèdent aux responsabilités à tous les niveaux et dans tous les domaines.»

Le responsable des réseaux sociaux au sein de la direction de campagne s'est dit particulièrement satisfait de cette «rencontre inédite».

«Certaines personnes sont engagées activement sur le web depuis près de deux années. Ces jeunes de différentes catégories sociales et de toutes les régions du pays n'avaient jamais rencontré Ali Benflis auparavant. Cette rencontre inédite dans l'histoire de la politique dans notre pays prouve que les réseaux sociaux peuvent servir à des causes justes et concrètes», a expliqué Mohamed Mekhalif.

T. H.

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

# Djaballah veut le report

**Alors que le parti a décidé de tourner le dos à la présidentielle du 17 avril prochain, le Front de la justice et du développement (FJD) n'écarter pas «l'éventualité» d'y renoncer à deux conditions.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) -** En effet, le Conseil consultatif du Front qui s'est réuni vendredi dernier a certes entériné le mot d'ordre de boycott de la prochaine présidentielle mais il a préféré laisser une toute petite porte ouverte quant à une probabilité de voir le Front renoncer à cette décision. A condition, soutenait hier son président lors d'une conférence de presse, que le pouvoir ajourne le rendez-vous présidentiel prochain et s'engage dans un dialogue avec l'opposition.

Un dialogue autour des «conditions constitutionnelles et réglementaires» à même de garantir «le respect de la volonté populaire et des élections libres et transparentes», explique Djaballah. Une sorte d'ultime «sur-sis» que Abdallah Djaballah affirme concéder

au pouvoir à l'effet de revenir à la «raison», celle de privilégier l'intérêt national pour, dit-il, épargner au pays la multitude de dangers que lui fait encourir la présidentielle du 17 avril prochain si celle-ci est maintenue dans les conditions qui sont les siennes actuellement. Soit une détermination de ce même pouvoir à maintenir sa mainmise sur le processus électoral avec son refus de la proposition du FJD du projet de loi relatif au régime électoral par l'APN. Un texte qui soutirait l'organisation des élections du ministère de l'Intérieur au profit d'une instance indépendante, comme revendiqué par nombre de partis.

Mais il y a aussi cette «ambiance» dans laquelle cette présidentielle intervient et se prépare avec des contestations à travers le pays et les grèves et débrayages corporatistes accompagnant des revendications «légitimes». Mais il y a surtout ce phénomène de la corruption et de la dilapidation qui risque, avertit le président du FJD, d'attenter à la sécurité et la stabilité du pays, notamment au vu du «bras de fer que se livrent les divers clans du système autour d'intérêts et

de positionnements». Et à Djaballah d'aller loin dans son analyse de la situation du pays en doutant de la spontanéité de bien de crises, comme celle de Ghardaïa qui, selon lui, a été «suscitée et entretenue», sans aller jusqu'à nommer la supposée partie qui en serait derrière. Voulant visiblement expliquer cet appel au report de la prochaine présidentielle et la nécessité d'un dialogue national, au risque de paraître jouer le double jeu auquel la mouvance islamiste nous a habitués jusqu'ici, Djaballah a soutenu que ces deux propositions sont une sorte de preuve de «la bonne foi du parti» quant à son action dans le seul et unique intérêt du pays. Il est aussi question, poursuit-il, de démontrer que les partis de l'opposition ne critiquent pas seulement mais se veulent aussi de véritables forces de proposition».

Traitant de la dernière sortie présidentielle, le président du FJD s'est voulu «nuancé», en affirmant accorder le bénéfice de la sincérité au président de la République, avec un «sourire» qui en dit long sur le fond de sa pensée.

M. K.



Djaballah doute de bien de crises.

## MALGRÉ LE RAPPEL À L'ORDRE DE BOUTEFLIKA

# Saâdani ne recule pas

**Le secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saâdani, ne semble nullement désarçonné par la sortie de Bouteflika, laquelle a été interprétée comme un rappel à l'ordre de l'auteur des attaques soutenues contre le DRS. Saâdani n'arbore pas de profil bas conséquemment à ce qui a été pris comme un avertissement à son endroit.**

**Sofiane Aït Iflis — Alger (Le Soir) —** Ceux qui ont prédit une fin de mission inéluctable pour le patron du FLN ont apparemment manqué de discernement.

Au lendemain du message de Bouteflika à Gaïd Salah, suite au crash de l'avion militaire qui a fait 77 morts, Amar Saâdani, interrogé par la presse, a soutenu qu'il n'était d'aucune manière visé par le rappel à l'ordre. Et comme pour en donner la preuve, il n'a pas

obtempéré à la sommation, répliquant sèchement à l'ancien ministre de la Justice Mohamed Charfi qui, dans une tribune publiée dans la presse, a tenté de le harponner, en témoignant de l'intercession de Saâdani auprès de lui pour extraire Chakib Khelil des griffes de la justice.

Saâdani a semblé même réconforté dans sa position de tireur à vue, puisqu'il met au défi Charfi de le citer à comparaître

devant un tribunal. Difficile après cela de voir en Saâdani un homme politique finissant ou, du moins, dont la fin de mission a sonné. D'ailleurs, tout donne à voir qu'il bénéficie toujours des solides appuis de ceux, au cœur du pouvoir, qui l'avaient coopté à la tête du FLN.

Les redresseurs du parti, qui, sous la houlette de Belayat, ferraillent depuis plusieurs mois à le faire descendre de son piédestal, ont dû le réaliser maintenant qu'ils sont confrontés à une administration qui les bloque dans leur démarche de destitution.

Par deux fois, les services habilités de la Wilaya d'Alger ont refusé leur demande d'autorisation pour l'organisation d'une ses-

sion extraordinaire du parti. Jeudi, la DRAG de la Wilaya d'Alger leur a clairement signifié que seul Saâdani en sa qualité de secrétaire général du parti est habilité à introduire une telle demande.

Une qualité que la justice lui avait préalablement reconnue, déboutant les redresseurs qui ont recouru devant elle pour invalider le Comité central du parti du 29 août qui a vu Saâdani intronisé dans des conditions contestables à la tête du FLN.

Le message de l'administration est clair : Saâdani est encore bon pour le service. D'aucuns pensent qu'il se destine encore pour quelques autres utilités politiques dans cette guerre ouverte autour de l'élection présidentielle.

Pour eux, le message de Bouteflika de mardi dernier n'est pas un appel au calme mais une manière bien rusée de se montrer hors de la mêlée et d'officier en arbitre dans un conflit provoqué et instrumentalisé par son clan propre.

Ce même clan qui travaille à éviter à Saâdani quelques fâcheux effets boomerang que devait inévitablement induire sa bravade.

Rassuré, Saâdani s'attelle, comme si de rien n'était, à des tâches organiques. Il a convoqué pour aujourd'hui un conclave des mouhafedhs. Un conclave assurément en rapport avec la présidentielle du 17 avril prochain.

S. A. I.